

IDÉOLOGIE ET TOTALITARISME...

Nous avons, à maintes reprises, dénoncé la démarche de nos modernes néo-socialistes qui prétendent, non sans quelque naïveté, transcender la lutte des classes (qui, pourtant demeure une réalité bien vivante à laquelle ils risquent fort d'être très bientôt confrontés) en nous intégrant de force au «*Peuple de Dieu*» qui ne peut être QU'UN donc d'essence totalitaire.

Une telle démarche est grosse de conséquences pour l'exercice des libertés fondamentales sans lesquelles, pourtant, la vie ne vaut, même plus, la peine d'être vécue.

Certaines formules remises au goût du jour par nos socialistes de sacristies ne sont pas sans évoquer, pour quelques-uns d'entre nous, de bien fâcheux souvenirs... Tant pis si leur rappel heurte certaines «*sensibilités*» de gauche.

Il est vrai, par exemple, que «*socialisme à la française*» ou «*socialisme national*» se traduisent en allemand par *National-socialisme*. Il est également vrai que la campagne menée par le P.C.F. sur le thème «*Fabriquer Français*» (relayée par le mot d'ordre: il faut reconquérir le marché intérieur... par le blocage des salaires!!!) n'est pas sans nous rappeler fâcheusement l'autarcie voulue par les Nationaux-socialistes allemands. Il est toujours vrai qu'un certain «*antisionisme*» n'est guère éloigné de l'anti-sémitisme si commode aux Etats totalitaires qui ont un besoin, quasi organique, de boucs émissaires.

Sur un autre plan, on ne peut manquer de s'étonner des hommages insistants et répétés aux «*valeurs*» militaires de la part des gens qui, hier encore, se proclamaient anti-militaristes. Que signifient toutes les palinodies à Toulon et ailleurs à la gloire de «*nos*» sous-marins nucléaires - sans parler de l'augmentation des crédits militaires - alors que, dans le même temps, on laisse se développer une campagne parfaitement réactionnaire contre l'énergie d'origine nucléaire considérée quasiment comme le diable.

Cela étant dit, il faut bien reconnaître que tenir de tels propos relevait de l'hérésie surtout dans les milieux de gauche où, les catholiques sociaux, toujours à la recherche d'une «*identité*», redécouvraient avec délice le «*pays*», cher à Maurras, la «*participation*» de feu le Général sans parler de quelques autres sornettes autogestionnaires venues de Vichy via URIAGE et les dominicains du R.P. LEBRET.

Raison de plus pour saluer, ici, la publication par le «*Matin de Paris*», d'un remarquable article de Bernard Henri LEVY (1), qui, avec pertinence et talent, démystifie l'IDÉOLOGIE...

Après avoir évoqué, l'insigne puissance du parti-pris idéologique, Bernard-Henri LEVY dénonce: «*l'assurance absolue, sans preuve ni vraiment de mots, que la démocratie exige des pouvoirs éclatés, morcelés, plus proches des citoyens et la vieille, très vieille idée qu'ils ont tous chevillée au corps, selon laquelle un homme est réputé d'autant plus «libre» qu'il «participe», comme on dit, au lien qui l'assujetti*»,

pour poser la vraie question qu'il formule de la façon suivante: «*car enfin, est-elle si évidente cette image d'une démocratie qui aurait pour condition l'émission de ses instances? Est-il si libre que cela, vraiment, le sujet qui collabore personnellement à la définition de sa sujétion?*».

Bernard Henri LEVY, «*ne peut pas ne pas être troublé de voir nos professeurs socialistes si insoucieux de leurs classiques et nous répétant à l'envi, comme si de rien n'était, leurs douces et belles fables sur les supposées vertus du pari décentralisateur*»...

«*Domage également, pour ne pas dire tragique, qu'ils n'aient pas davantage réfléchi aux leçons du totalitarisme. A cette constante absolue qui fait qu'il a partout, toujours, en tous lieux et en tout temps, parié lui*

(1) En marge de la bataille de Paris - *Matin de Paris* le 13 juillet 1982.

aussi sur un rapprochement de ses victimes et du principe de leur malheur. A cet authentique souci de décentralisation des semonces qu'on retrouve de Hitler et Staline à nos jours, chez tous les grands paranoïaques dont le siècle a accouché.

« Ou à ce modèle consommé de fliquage, de quadrillage, de réduction généralisée du social en tant que tel, que les socialistes les plus avancés, les plus élégants, les plus pervers peut-être, ont pris l'habitude de nommer du noble non d'autogestion ».

« Ecouter ce que nous disent donc les exilés yougoslaves par exemple! Ce qu'ils pensent d'un régime où l'on a, de fait, rendu au peuple une bonne partie du pouvoir que l'institution politique, séculairement, lui confisquait! Cet univers irrespirable, peuplé de suspects en même temps que d'inquisiteurs, où, à l'Etat monumental d'autrefois, se substituent des milliers, des millions de micro-Etats. L'éclat de rire qu'ils opposent du coup, au rêve de ceux qui, ici, parmi nous, en appellent au pieux miracle d'une démocratie de base retrouvée ».

Fort heureusement, François MITTERRAND n'est pas TITO et, en dépit des efforts déployés par la C.F.D.T. pour obtenir, à la fois, le « *droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise (2)* »... et un blocage effectif des salaires, nous n'en sommes par encore au « *socialisme auto-gestionnaire* » à la sauce titiste.

Mais, et nous sommes là aussi, d'accord avec Bernard Henri LEVY, lorsqu'il constate: « Evidemment, nous n'en sommes pas là... Et d'eux à nous, cela va de soi, la conséquence est plus que douteuse. Reste pourtant que la logique n'est pas profondément différente. Que c'est dans cet horizon, qu'ils le veulent ou non, que pensent nos théoriciens « *autogestionnaires* » ou « *néo-démocrates* » à la française. Que la mécanique est implacable, j'en ai bien peur, qui, en mettant le pouvoir en miettes, ne fait jamais que semer, disperser le germe de la terreur. Et que la leçon est là, imperturbable elle aussi, qui veut qu'en abolissant l'écart entre gouvernants et gouvernés, on ne fasse à terme, et au mieux, que des esclaves heureux ou d'innocents bourreaux.

Pourquoi ne pas convenir que, face à cela, mieux vaut un Etat lointain, séparé, spectaculaire? Qu'à lui au moins on peut s'opposer, résister? Et que cette résistance est d'autant plus efficace qu'elle s'autorise des plages de droits qui, dans les régimes libéraux, prolifèrent dans son ombre, ses marges ou son revers?

Voilà qui est excellemment dit, tout au plus, pourrait-on faire observer à Bernard Henri LEVY, qu'en Yougoslavie comme ailleurs, le « *Peuple* » se voit octroyer « *des pouvoirs* », en quelque sorte des sous-produits du pouvoir qui, lui, bien entendu, ne se partage pas.

Récemment, dans un congrès qui s'est tenu à Luçon, un néo-socialiste égaré dans le mouvement syndical a cru pouvoir justifier la « *décentralisation* » doublée de la « *régionalisation* » en déclarant que: « *l'Etat administrera moins et gouvernera plus* ».

Chacun connaît le mot célèbre: « *Quand l'Etat fait le bien il le fait mal, quand il fait le mal il le fait bien* ».

Ajoutons pour préciser que l'état ne fait jamais aussi bien le « *mal* » que lorsqu'il « *gouverne* ». Il y a là une logique implacable qui conduit Jacques DELORS et aussi Pierre MAUROY à « *gouverner* » de plus en plus ouvertement... contre la classe ouvrière!

Mais, face à la logique de l'état, provisoirement incarné par MM. DELORS et MAUROY, la classe ouvrière a sa propre logique; elle est condamnée, sous peine de disparaître, à défendre ses droits (ses acquis vilipendés par le « *syndicaliste* » Edmond Maire), ce qui fait d'elle, aujourd'hui comme hier, fut-ce à son corps défendant, le principe, sinon, le seul rempart de la démocratie.

Alexandre HÉBERT.

(2) Mr. Jacques Floch, député maire de Rezé-les-Nantes, farouche défenseur du « *droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise* » écrit au Ministre des Armées (rien que ça!) pour dénoncer les militants du P.C.I. coupable de faire « *ouvertement signer des pétitions contre le blocage des salaires* ». Autrement dit, pour M. Floch, « *le droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise* » est limité à ceux qui sont d'accord avec tous les aspects de la politique gouvernementale... Curieuse conception de la démocratie, mais il est vrai qu'avant d'être « *socialiste* », Jacques Floch est d'abord un militant de la C.F.D.T.